

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG
COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 40947C du rôle
Inscrit le 26 mars 2018

Audience publique du 14 juin 2018

**Appel formé par
Monsieur ..., ...,
contre un jugement du tribunal administratif
du 1^{er} mars 2018 (n° 39763 du rôle)
en matière de protection internationale**

Vu l'acte d'appel inscrit sous le numéro 40947C du rôle et déposé au greffe de la Cour administrative le 26 mars 2018 par Maître Françoise NSAN-NWET, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Irak), de nationalité irakienne, demeurant à L-..., dirigé contre le jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 1^{er} mars 2018 (n° 39763 du rôle), par lequel il a été débouté de son recours tendant à la réformation de la décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 19 mai 2017 portant refus de faire droit à sa demande en obtention d'une protection internationale et ordre de quitter le territoire;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 23 avril 2018 par le délégué du gouvernement;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le jugement entrepris;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Françoise NSAN-NWET et Madame le délégué du gouvernement Stéphanie LINSTER en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 5 juin 2018.

Le 8 octobre 2015, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, une demande de protection internationale au sens de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, entretemps abrogée par la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par la « loi du 18

décembre 2015 ».

Les déclarations de Monsieur ... sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg furent actées par un agent de la police grand-ducale, section police des étrangers et des jeux, dans un rapport du même jour.

En date du 11 novembre 2015, Monsieur ... fut entendu par un agent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, en vue de déterminer l'Etat responsable de l'examen de sa demande de protection internationale en vertu du règlement (UE) 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des Etats membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, dit « *règlement Dublin III* ».

En date des 12 et 18 octobre 2016, il fut encore entendu par un agent du ministère des Affaires étrangères et européennes sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par décision du 19 mai 2017, notifiée à l'intéressé par lettre recommandée envoyée le 22 mai 2017, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par le « *ministre* », l'informa que sa demande de protection internationale avait été rejetée comme étant non fondée, tout en lui enjoignant de quitter le territoire dans un délai de 30 jours. Cette décision est libellée dans les termes suivants :

« (...) J'ai l'honneur de me référer à votre demande en obtention d'une protection internationale que vous avez déposée auprès du service compétent du Ministère des Affaires étrangères et européennes en date du 8 octobre 2015.

Quant à vos déclarations auprès du Service de Police Judiciaire

En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du 8 octobre 2015.

Il ressort dudit rapport que vous êtes entré de façon illégale dans l'Union européenne.

Monsieur, vous prétendez que vous vous seriez rendu à .../Turquie en avion à partir de ..., en date du 19 septembre 2015. Ensuite, vous auriez continué votre chemin vers ..., où vous auriez rencontré un passeur, auquel vous auriez payé la somme de ... dollars, afin qu'il vous amène en Grèce par la voie maritime. De là, vous auriez voyagé jusqu'au Luxembourg en passant par la Macédoine, la Croatie, la Hongrie, l'Autriche, et l'Allemagne.

Vous indiquez que vous auriez quitté votre pays d'origine puisque vous auriez été menacé par une milice à plusieurs reprises. Vous précisez encore que vous n'auriez pas fait le service militaire et que vous n'auriez jamais été engagé politiquement. De plus, vous ne seriez pas en contact avec des associations militaires, oppositionnelles ou terroristes.

Vous ne présentez aucune pièce d'identité certifiant votre signalement et vous indiquez que

vous auriez perdu votre passeport en traversant la mer.

Quant à vos déclarations auprès du Service des Réfugiés

En mains le rapport d'entretien Dublin III du 11 novembre 2015 et le rapport d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et européennes des 12 et 28 octobre 2016 sur les motifs sous-tendant votre demande de protection internationale.

Monsieur, il résulte de vos déclarations que vous auriez quitté l'Irak puisque votre vie serait en danger. En effet, vous expliquez qu'à partir du 13 janvier 2013, « j'ai été choisi pour le poste de directeur au bureau de support du gouverneur de ... » afin de réaliser « les projets de l'électricité, des projets concernant l'énergie et la distribution de l'énergie » (p.4/11 du rapport d'entretien). Vous prétendez que vous auriez reçu des menaces de mort de la part de la milice « Armée de ... » à cause de votre travail.

Selon vos dires, vous auriez été attaqué, en août 2015, par trois personnes cagoulées. Vous expliquez que ces personnes vous auraient tiré hors de votre voiture et vous auraient pointé un pistolet sur la tête, « ils m'ont dit que je devais obéir et accepter ce qu'ils me disent [...] il m'a menacé de vider le chargeur du pistolet dans mon crâne. Ils m'ont dit qu'ils étaient de l'Armée du ... et que je savais ce qu'ils étaient capables de faire » (p.4/11 du rapport d'entretien). Par après, vos assaillants seraient partis et vous seriez rentré à la maison, apeuré.

Vous déclarez que le lendemain de l'attaque, vous seriez allé voir un dénommé ..., conseiller des affaires de l'énergie, afin de l'informer de l'attaque. Vous déclarez que ce dernier n'aurait pas pu faire grande chose, mais qu'il vous aurait accordé un congé de trois jours afin que vous puissiez vous reposer.

Vous indiquez que le soir du troisième jour, en date du 2 septembre 2015, vous auriez reçu un message sur WhatsApp, vous obligeant de collaborer avec ce groupe. Vous précisez qu'après avoir refusé une quelconque collaboration et avoir bloqué le numéro, vous auriez de nouveau reçu deux menaces via emails.

Monsieur, vous expliquez que suite à toutes ces menaces, vous auriez décidé de montrer les messages à ... et à demander une protection. De plus, vous auriez fait une demande pour être muté de votre poste ainsi que de tous les comités dont vous seriez membre et vous ajoutez que vous auriez rendu votre voiture de service le même jour. Vous indiquez que tout de suite après, vous seriez parti vous installer chez votre oncle paternel, afin de ne plus devoir rentrer chez vous.

Vous continuez vos dires en évoquant qu'en date du 5 septembre 2015, votre père vous aurait contacté afin de vous avertir que votre frère « avait utilisé ma voiture privée le jour précédent et qu'il n'était pas encore revenu » (p.5/11 du rapport d'entretien). Vous précisez que le même jour, votre père vous aurait recontacté afin de vous informer que votre frère aurait été retrouvé, « dans un état torturé à mort et qu'il a été emmené à l'hôpital dans la zone ... » (p.5/11 du rapport d'entretien). Selon les dires de votre père, lesdits assaillants auraient torturé votre frère afin de connaître votre lieu de séjour.

Finally, peu après l'attaque contre [votre] frère, en date du 19 septembre 2015, vous auriez pris la décision de quitter définitivement l'Irak, puisque « les milices ont du pouvoir et elles peuvent retrouver la personne recherchée à n'importe quel moment » (p.5/11 du rapport d'entretien).

Pour étayer vos dires vous avez remis :

- une carte de résidence,*
- une carte du bureau d'alimentation énergétique au gouvernorat de ...,*
- une carte de gouvernorat de ... concernant votre emploi en tant qu'administrateur de bureau,*
- des cartes d'identité temporaires du département « ... » de 2007 et de 2008*

Enfin, il ressort du rapport d'entretien des 12 et 28 octobre 2016 qu'il n'y a plus d'autres faits à invoquer au sujet de votre demande de protection internationale et aux déclarations faites dans ce contexte.

Analyse ministérielle en matière de Protection internationale

En application de la loi précitée du 18 décembre 2015, votre demande de protection internationale est évaluée par rapport aux conditions d'obtention du statut de réfugié et de celles d'obtention du statut conféré par la protection subsidiaire.

Soulignons dans ce contexte que l'examen et l'évaluation de votre situation personnelle ne se limitent pas à la pertinence des faits allégués, mais qu'il s'agit également d'apprécier la valeur des éléments de preuve et la crédibilité de vos déclarations.

1. Quant à la Convention de Genève

Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur qui doit établir, concrètement, que sa situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des Réfugiés.

Rappelons à cet égard que l'octroi du statut de réfugié est soumis à la triple condition que les actes invoqués soient motivés par un des critères de fond définis à l'article 2 a) de la loi 18 décembre 2015, que ces actes soient d'une gravité suffisante au sens de l'article 42(1) de la prédite loi, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes de l'article 39 de la loi susmentionnée.

Selon l'article 1A paragraphe 2 de ladite Convention, le terme de réfugié s'applique à toute personne qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, qui se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison

de ladite crainte, ne veut y retourner.

En l'espèce, il ressort à suffisance de votre dossier administratif que les raisons qui vous ont amené à quitter votre pays d'origine n'ont pas été motivées par l'un des critères de fond défini par lesdites Convention de Genève et la loi du 18 décembre 2015.

En ce qui concerne les prétendues menaces de la part de la milice « Armée du ... »

Monsieur, vous déclarez que vous auriez été menacé de mort de la part de la milice « Armée du ... », suite à votre refus de collaborer avec ce groupe et de leur fournir des documents détaillés sur des projets, des contrats et des appels d'offres concernant l'énergie et la distribution de l'énergie. Vous expliquez que vous auriez reçu des menaces à deux reprises, à savoir :

- une menace physique moyennant des pistolets en date du 30 août 2015 lors de laquelle vous auriez également été frappé,

- et une deuxième fois en date du 2 septembre 2015 lorsque vous auriez reçu plusieurs menaces écrites via WhatsApp et email.

Vous statuez que ces menaces auraient émané de ladite milice, du fait que lors de la première menace, vos assaillants vous auraient averti « qu'ils étaient de l'Armée du ... et que je savais ce qu'ils étaient capables de faire » (p.4/11 du rapport d'entretien). Toutefois, vous indiquez également que vous ne connaissez pas ces personnes cagoulées, et que vous ignorez qui vous aurait envoyé les messages WhatsApp, vu qu'ils auraient été envoyés à partir d'un numéro inconnu. De plus, vous déclarez ne plus avoir revu vos assaillants après l'incident du 30 août 2015.

Monsieur, force est tout d'abord constater que la milice ..., l'« Armée du ... », sous sa forme initiale a été dissoute et réorganisée :

After the creation of the Mumahidoon in 2008, the ... Army moved away from armed resistance and instead focused on social service provision. The Mumahidoon provided local Shiite populations with Koranic lessons, organized recreational soccer teams, neighborhood reconstruction, and trash collection. At the same time, Sadr also ran the Promised Day Brigades, which was a more highly trained and better-equipped military force than the regular ... Army had been.

« In the months before the March 2010 elections, al-Sadr became a positive force, urging Iraqis to participate at the polls in order to end the foreign occupation. It is perhaps not surprising, therefore, that in April 2010, in response to continued Sunni attacks on Shia targets, al-Sadr announced the restoration of JAM specifically "to support Iraqi security forces" and help protect Shia religious events. This was not the JAM of old, and it appeared that al-Sadr had successfully engineered the transformation of his movement and militia into the political mainstream. Indeed, from 2011, al-Sadr took notable steps to establish himself as a leader with broad appeal, speaking in favor of social justice and the rule of law, and against sectarianism».

Monsieur, même en tenant compte du fait que vous parlez en même temps de la branche politique et de la branche armée de la milice, « c'est la même chose en fait, l'... est la branche politique et l'Armée du ... est la branche armée » (p.7/11 du rapport d'entretien), il convient de dire qu'au vue de ce qui précède, que la branche armée du groupe n'existe plus après l'année 2008.

Si néanmoins vous auriez effectivement la cible d'attaques et de menaces par des personnes inconnues prétendant appartenir à la milice « Armée du ... », qui selon nos sources a changé complètement dans son mode de fonctionnement, il est raisonnable de dire que vous auriez été attaqué par des personnes privées qui se seraient servi de la réputation de l'ancienne « Armée du ... » afin de vous opprimer.

Or, s'agissant d'actes émanant de personnes privées, une persécution commise par des tiers peut être considérée comme fondant une crainte légitime au sens de la Convention de Genève uniquement en cas de défaut de protection de la part des autorités politiques pour l'un des motifs énoncés par ladite Convention et dont l'existence doit être mise suffisamment en évidence par le demandeur de protection internationale.

De plus, il ressort de votre entretien, que vous n'auriez jamais porté plainte auprès d'une autorité irakienne concernant les prétendues menaces ainsi que l'attaque encourue, « je ne suis pas allé à la police » (p.8/11 du rapport d'entretien). Vous n'auriez donc jamais signalé ces faits à la police.

Il convient également de noter que même si vous n'auriez pas signalé les faits à la police, vous déclarez que vous auriez envoyé une demande de protection au gouverneur de ..., qui représente une autorité en Irak. Cependant, il faut signaler que vous avouez que vous vous seriez rendu compte que « le gouvernorat ne donne pas de valeur et d'importance à la vie des fonctionnaires » et que « la procédure allait prendre du temps » (p.5/11 du rapport d'entretien). Vous auriez donc décidé de ne pas attendre le résultat de cette procédure et vous seriez directement parti vous réfugier auprès de votre oncle. Conséquemment, en l'espèce, vous restez en défaut de démontrer concrètement que les autorités chargées du maintien de la sécurité auraient été incapables de vous assurer un niveau de protection suffisante, étant donné que vous n'avez pas attendu à obtenir une quelconque protection des autorités.

Dans ce contexte, il y a donc lieu de rappeler que la notion de protection de la part du pays d'origine n'implique pas une sécurité physique absolue des habitants contre la commission d'actes de violence, mais suppose des démarches de la part des autorités en place en vue de la poursuite et de la répression des actes de violence commis, d'une efficacité suffisante pour maintenir un certain degré de dissuasion. Une persécution ne saurait être admise dès la commission matérielle d'un acte criminel, mais seulement dans l'hypothèse où les agressions commises par un groupe de populations seraient encouragées par les autorités en place, voire où celles-ci seraient incapables d'offrir une protection appropriée.

De plus, nonobstant le fait que vous n'apportez aucun élément de preuve pouvant corroborer vos allégations de menaces, aucune crainte fondée de persécution en raison de vos opinions politiques, de votre race, de votre religion, de votre nationalité ou de votre appartenance à un groupe social n'a pu être établie en espèce, puisque vous confirmez vous-même que la raison de vos problèmes serait votre refus de collaboration avec la prétendue milice « Armée du ... » concernant votre travail.

- En ce qui concerne la prétendue torture de votre frère

Monsieur, lors de votre entretien, vous avez également évoqué qu'en date du 7 septembre 2015, votre frère serait parti avec votre voiture privée, une ..., et que votre famille ne l'aurait retrouvé que le lendemain soir. Vous précisez que « mon frère a été retrouvé dans un état torturé à mort » (p.5/11 du rapport d'entretien) et que ses blessures auraient été si graves qu'il a dû être hospitalisé.

Vous déclarez que votre père vous aurait dit que lesdits assaillants auraient torturé votre frère dans le but de connaître votre lieu de séjour actuel. De plus, vous mentionnez que votre frère et vous « nous nous ressemblons, alors ils ont pensé que c'était moi qui étais dans la voiture » (p.5/11 du rapport d'entretien). Vous ajoutez encore que les personnes qui auraient prétendument torturé votre frère « ont contacté mon père pour lui dire que dès qu'ils mettraient la main sur moi, ils me tueraient » (p.8/11 du rapport d'entretien).

Pour ce qui est de l'agression que votre frère aurait subie de la part de personnes inconnues, il importe de préciser que cet acte présumé est certes condamnable, or un tel fait ne revête tout de même pas un degré de gravité tel qu'il puisse être assimilé à un acte de persécution au sens des prédicts textes. En effet, les auteurs de tortures sont inconnus et nous ignorons également les motifs de cet acte. Ainsi, il n'est nullement établi qu'il s'agit d'un acte commis par une milice et de ce fait, la présumée agression qui aurait été perpétrée par ces personnes inconnues doivent être considérées comme des infractions de droit commun, punissable selon la loi irakienne.

Toutefois, il convient également à noter qu'étant donné que vous ne produisez aucun document, aucune preuve quant à la prétendue attaque contre votre frère, à savoir : ni un document de l'hôpital ou d'un médecin, ni un extrait/copie d'une quelconque déposition policière/judiciaire, il s'avère d'une part difficile d'admettre que votre frère aurait été attaqué et d'autre part qu'il aurait été la cible de cet acte criminel.

En outre, relevons qu'en vertu de l'article 41 (1) de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, le ministre peut estimer qu'un demandeur n'a pas besoin de protection internationale lorsque, dans une partie du pays d'origine, il n'y a aucune raison de craindre d'être persécuté ni aucun risque réel de subir des atteintes graves et qu'il est raisonnable d'estimer que le demandeur peut rester dans cette partie du pays.

Ainsi, la conséquence d'une fuite interne présume que le demandeur puisse mener, dans une autre partie de son pays d'origine, une existence conforme à la dignité humaine. Selon les lignes directrices de l'UNHCR, l'alternative de la fuite interne s'applique lorsque la zone de réinstallation est accessible sur le plan pratique, sur le plan juridique, ainsi qu'en termes de sécurité.

Alors qu'il résulte des considérations développées ci-avant que vous n'êtes pas victime ou en proie d'être victime de persécutions au sens de la Convention et des lois précitées dans votre pays d'origine, il importe de préciser qu'en tant que musulman chiïte, il vous aurait été parfaitement loisible de résider à ..., la capitale de l'Irak qui compte plus de sept millions d'habitants et qui est divisée en plusieurs quartiers dans lesquels vivent de manière séparée chiïtes et sunnites ainsi que d'autres quartiers qui connaissent des populations issues de tous horizons.

A toutes fins utiles, il convient également de noter que de confession chiite, et si vous estimez ne plus pouvoir ou vouloir vivre à ..., votre province d'origine, il vous aurait été parfaitement possible de vous installer dans une des provinces méridionales et majoritairement chiïtes de ..., ..., ..., ... ou une autre des 9 provinces du sud de l'Irak. Ces régions ne sont pas seulement accessibles par la voie terrestre, mais des nombreuses compagnies aériennes proposent des vols, même internationaux dans ces régions.

Ainsi, il n'est pas établi en l'espèce que vous n'auriez pas pu recourir vous-même à une réinstallation dans votre pays d'origine, notamment dans une des neuf provinces du Sud.

Compte tenu des constatations qui précèdent concernant les conditions générales dans cette partie du pays et votre situation personnelle, force est de retenir que les critères du paragraphe 2 de l'article 41 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire sont remplis.

Ceci confirme la possibilité d'une fuite interne voire d'un retour volontaire dans votre pays d'origine.

En conclusion, les faits que vous alléguiez ne peuvent, à eux seuls, établir dans votre chef une crainte fondée d'être persécuté dans votre pays d'origine du fait de votre race, de votre religion, de votre nationalité, de votre appartenance à un groupe social ou de vos convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1er, section 1, § 2 de la Convention de Genève ainsi que les articles 42 et 43 de la loi précitée du 18 décembre 2015.

Les conditions permettant l'octroi du statut de réfugié ne sont par conséquent pas remplies.

2. Quant à la Protection subsidiaire

L'octroi de la protection subsidiaire est soumis à la double condition que les actes invoqués par le demandeur, de par leur nature, entrent dans le champ d'application de l'article 48 de la loi précitée du 18 décembre 2015, à savoir qu'ils répondent aux hypothèses envisagées aux points a), b) et c) de l'article 48 de ladite loi, et que les auteurs de ces actes puissent être qualifiés comme acteurs au sens de l'article 39 de cette même loi, étant relevé que les conditions de la qualification d'acteur sont communes au statut de réfugié et à celui conféré par la protection subsidiaire.

En l'espèce, il ressort de votre dossier administratif que vous basez votre demande de protection subsidiaire sur les mêmes motifs que ceux exposés à la base de votre demande de reconnaissance du statut du réfugié. En effet, vous craindriez de subir de nouvelles agressions et d'être tué en cas de retour dans votre pays d'origine.

Au vu de ce qui précède, il convient de conclure que votre récit ne contient pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire. En effet, les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter,

b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

De tout ce qui précède, les conditions permettant la reconnaissance du statut conféré par la protection subsidiaire ne sont pas remplies.

Votre demande de protection internationale est dès lors refusée comme non fondée au sens des articles 26 et 34 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire.

Votre séjour étant illégal, vous êtes dans l'obligation de quitter le territoire endéans un délai de 30 jours à compter du jour où la présente décision sera devenue définitive, à destination de l'Irak ou de tout autre pays dans lequel vous êtes autorisé à séjourner. (...) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 19 juin 2017, Monsieur ... fit introduire un recours tendant à la réformation de la décision du ministre du 19 mai 2017 portant refus de faire droit à sa demande en obtention d'une protection internationale et de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte.

Par jugement du 1^{er} mars 2018, le tribunal administratif reçut le recours en la forme, au fond, le déclara non justifié et en débouta le demandeur, le tout avec sa condamnation aux frais.

Par requête déposée le 26 mars 2018 au greffe de la Cour administrative, Monsieur ... a régulièrement relevé appel du jugement du 1^{er} mars 2018.

A l'appui de son recours et en fait, l'appelant réaffirme avoir été forcé de quitter son pays d'origine, parce que sa vie y aurait été menacée parce qu'il aurait refusé de céder à la corruption organisée au sein de son administration. Il précise avoir occupé le poste de directeur du bureau du gouverneur adjoint pour les affaires énergétiques et expose avoir fait l'objet de pressions, ensuite de persécutions afin « *qu'il cède à la corruption et octroie des informations confidentielles susceptibles d'avantager des personnes privées lors des appels d'offres publics* ». Les auteurs de ces pressions auraient été des membres de l'armée du Ainsi, des hommes armés l'auraient agressé et intimidé à la sortie de son travail et, malgré plusieurs plaintes auprès de la hiérarchie et du gouverneur de ..., aucune mesure n'aurait été prise pour le protéger.

Il aurait de la sorte été victime de menaces et d'actes de persécutions graves en raison de l'expression de ses convictions politiques.

Il reproche aux premiers juges de ne pas avoir retenu la connotation politique des menaces qui auraient pesé sur lui et il relève avoir clairement fait état « *des tensions politiques qui ont facilitées la corruption au sein de son administration* ».

Il expose n'avoir eu le soutien d'aucun des deux partis politiques et ainsi, d'avoir été une proie facile via laquelle ceux qui auraient fait pression sur lui auraient voulu obtenir des

informations utiles pour accéder à des projets économiquement intéressants. En effet, la corruption et la prise illégale d'intérêts feraient partie intégrante des méthodes utilisées par la milice.

Il précise que son « *refus de la corruption (...) au sein d'une administration gangrénée par la corruption et en proie à la lutte entre deux partis politiques pour le contrôle des flux financiers, lui a valu d'être persécuté par les membres de la milice ayant pour but de protéger les intérêts partisans de leurs soutiens politiques* ».

Au-delà de la motivation politique de ses persécuteurs, la gravité de leurs actes serait manifeste (agression par trois personnes cagoulées pointant un pistolet sur sa tête; messages sur WhatsApp et par courrier électronique l'appelant à collaborer; enlèvement et torture de son frère).

Il conteste que l'armée du ... n'existerait plus, soutenant qu'elle aurait ressurgi sous une nouvelle appellation « *Brigade de la Paix* » ou « *Seraya Al Salam* » dès la fin de l'année 2014 et, contrairement aux conclusions ministérielles et des premiers juges, ses membres continueraient d'être une menace pour lui.

Il fait encore état de ce qu'il ne pourrait compter sur aucune protection des autorités irakiennes. En effet, bien qu'ayant été le directeur d'une administration fédérale, il aurait été attaqué au sein même de son administration et le conseiller de sécurité du gouverneur de ... lui aurait clairement indiqué qu'il n'était pas possible de lui assurer la protection demandée, ce qui prouverait à suffisance l'incapacité des autorités étatiques à lui fournir une protection adéquate contre les actes de persécution subis.

Il ajoute encore que suite à une demande de protection de son père en 2017, « *un procès-verbal de la commission a été rendu et les recommandations faites suite à l'enquête énonçaient explicitement de ne pas citer le nom des assaillants en raison de leur appartenance au gouvernement irakien* » et que ce procès-verbal de la commission d'enquête révélerait clairement l'inertie et les liens entre ses assaillants et les instances politiques aussi bien locales que nationales.

Ainsi, il conviendrait de retenir l'indisponibilité d'une protection nationale dans son pays d'origine.

Sur base de ces considérations, l'appelant estime qu'il devrait être admis au statut de réfugié.

En ordre subsidiaire, l'appelant sollicite une mesure de protection subsidiaire, soutenant que sa situation personnelle telle qu'exposée lors de son audition tomberait dans le champ d'application des articles 39 et 48 de la loi du 18 décembre 2015.

Il relève le fait d'avoir fait l'objet de menaces de mort et de persécutions d'un degré de gravité et d'individualisation certaines.

Sur ce, il demande à la Cour de revenir sur l'appréciation erronée des circonstances de la cause et de lui accorder le bénéfice d'une mesure de protection subsidiaire.

Enfin, il relève que l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (« *CEDH* »), interdirait tout retour dans son pays d'origine dans son chef, étant donné le risque élevé d'être l'objet de traitements contraires audit article.

Il soutient plus précisément qu'il serait patent que l'Irak ne présenterait pas le degré de sécurité requis par les textes pour y autoriser son renvoi, pareil renvoi constituant un traitement inhumain et dégradant contraire à l'article 3 de la CEDH.

Le délégué du gouvernement conclut en substance à la confirmation du jugement dont appel.

Il se dégage de la combinaison des articles 2 *sub* h), 2 *sub* f), 39, 40 et 42, paragraphe 1^{er}, de la loi du 18 décembre 2015, que l'octroi du statut de réfugié est notamment soumis aux conditions que les actes invoqués sont motivés par un des critères de fond y définis, à savoir la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques ou l'appartenance à un certain groupe social, que ces actes sont d'une gravité suffisante au sens de l'article 42, paragraphe 1^{er}, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes des articles 39 et 40, étant entendu qu'au cas où les auteurs des actes sont des personnes privées, elles sont à qualifier comme acteurs seulement dans le cas où les acteurs visés aux points a) et b) de l'article 39 ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions et, enfin, que le demandeur ne peut ou ne veut pas se réclamer de la protection de son pays d'origine.

Il s'y ajoute encore que dans le cadre du recours en réformation dans lequel elle est amenée à statuer sur l'ensemble des faits lui dévolus, la Cour administrative doit procéder à l'évaluation de la situation personnelle du demandeur d'asile en ne se limitant pas à la pertinence des faits allégués, mais elle se doit également d'apprécier la valeur des éléments de preuve et la crédibilité des déclarations du demandeur d'asile, la crédibilité du récit constituant en effet un élément d'appréciation fondamental dans l'appréciation du bien-fondé d'une demande d'asile, spécialement lorsque des éléments de preuve matériels font défaut.

Ceci dit, sur le vu des faits de la cause qui sont essentiellement les mêmes que ceux soumis aux juges de première instance, la Cour arrive à la conclusion que les premiers juges les ont appréciés à leur juste valeur et en ont tiré des conclusions juridiques exactes.

Les premiers juges sont plus particulièrement à rejoindre en ce qu'ils ont dégagé de l'examen des déclarations faites par Monsieur ..., considérées ensemble les moyens et arguments apportés au cours de la procédure contentieuse, que les faits relatés par l'intéressé ne relèvent pas de l'un des critères de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, approuvée par une loi du 20 mai 1953, et par conséquent, de l'article 2 f) de la loi du 18 décembre 2015, bien que ce dernier soutienne être victime de persécutions en raison de son opinion politique pour avoir refusé de s'incliner devant la corruption.

En, effet, l'article 43, paragraphe (1), e), de la loi du 18 décembre 2015 dispose que « *la notion d'opinions politiques recouvre, en particulier, les opinions, les idées ou les croyances dans un domaine lié aux acteurs de la persécution potentiels, ainsi qu'à leurs politiques et à leurs méthodes, que ces opinions, idées ou croyances se soient ou non traduites par des actes de la part*

du demandeur », l'article 43 paragraphe (2), de la même loi précisant encore que « lorsque le ministre évalue si un demandeur craint avec raison d'être persécuté, il est indifférent qu'il possède effectivement la caractéristique liée à la race, à la religion, à la nationalité, à l'appartenance à un certain groupe social ou aux opinions politiques à l'origine de la persécution, pour autant que cette caractéristique lui soit attribuée par l'acteur de persécution. ».

Or, les agissements des prétendus membres de la milice « *Armée du ...* » n'apparaissent pas avoir été motivés par les opinions politiques réelles ou supposées de l'intéressé, ni, de manière générale, par l'un des motifs de persécutions visés par l'article 2 f) de la loi du 18 décembre 2015, mais, suivant les déclarations de l'appelant, par l'intention de deux entrepreneurs, prétendument soutenus par ladite milice, de recevoir des informations relatives à des appels d'offre de la part de Monsieur ..., auquel ce dernier avait accès de par sa profession. Les premiers juges ont encore pointé à bon escient le fait que l'intéressé avait déclaré lui-même qu'il avait été décidé de nommer au poste auquel il a finalement été choisi « *une personne indépendante des partis politiques (...) [et] neutre afin qu'aucun parti ne puisse dire que cette personne [soit] influencée par tel ou tel parti et pour que les décisions prises soient objectives* ».

Il s'ensuit que les faits ainsi invoqués ne sont pas de nature à établir l'existence d'une crainte fondée de persécutions dans le chef de l'appelant et c'est à juste titre que le ministre d'abord, les premiers juges par la suite, ont rejeté la demande d'octroi du statut de réfugié de Monsieur ...

Cette conclusion n'est pas énervée par les pièces additionnelles produites en instance d'appel, qui, au-delà de toutes autres considérations, ne sont pas de nature à faire requalifier les agissements et motivations des prétendus agresseurs de l'appelant.

Quant au recours dirigé contre le refus d'octroi du statut de la protection subsidiaire, les premiers juges ont justement cadré légalement le litige en rapport avec l'article 2 g) de la loi du 18 décembre 2015, qui dispose qu'est une « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire*», « *tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir des atteintes graves et que cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays* ».

L'article 48 de la même loi précise que les atteintes graves doivent être définies comme suit : « *a) la peine de mort ou l'exécution ;*

b) la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine ;

c) des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».

L'octroi de la protection subsidiaire est partant soumis aux conditions que les actes invoqués par le demandeur de protection internationale, de par leur nature, entrent dans le champ d'application de l'article 48 précité de la loi du 18 décembre 2015 et que les auteurs de ces actes puissent être qualifiés comme acteurs au sens de l'article 39 de cette même loi, étant relevé que les conditions de la qualification d'acteur sont communes au statut de réfugié et à celui conféré par la protection subsidiaire.

Par ailleurs, l'article 2 g), précité, définissant la personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire comme étant celle qui avance « *des motifs sérieux et avérés de croire que* », si elle est renvoyée dans son pays d'origine, elle « *courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 48* », cette définition vise partant une personne risquant d'encourir des atteintes graves futures, sans qu'il n'y ait nécessairement besoin que le demandeur ait subi des atteintes graves avant son départ de son pays d'origine. Par contre, s'il s'avérait que tel avait été le cas, l'article 37, paragraphe (4), de la loi du 18 décembre 2015 établit une présomption simple que les atteintes graves antérieures d'ores et déjà subies se reproduiront en cas de retour dans le pays d'origine, étant relevé que cette présomption pourra être renversée par le ministre par la justification de l'existence de bonnes raisons de penser que ces atteintes graves ne se reproduiront pas. L'analyse du tribunal devra par conséquent en définitive porter sur l'évaluation, au regard des faits que le demandeur avance, du risque réel de subir des atteintes graves qu'il encourt en cas de retour dans son pays d'origine.

L'appelant invoquant en substance les mêmes motifs que ceux qui sont à la base de sa demande de reconnaissance du statut de réfugié, la Cour rejoint et se fait siennes l'analyse et les conclusions des premiers juges en ce qu'ils ont considéré relativement au risque que Monsieur ...subisse, en cas de retour en Irak, des atteintes graves telles que définies aux points a) et b) de l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015, que si les menaces de mort proférées à son encontre par des prétendus membres de l'Armée du ... en raison de son refus de se laisser corrompre par celle-ci, sont *a priori* susceptibles de tomber dans le champ d'application de l'article 48, qu'il ressort des informations fournies par la partie étatique que la milice « *Armée du ...* » a cessé d'exister, les éléments d'appréciation de l'appelant ne renversant pas utilement ce constat. Sous ce rapport, la Cour se doit de relever que l'argumentaire de l'appelant en rapport avec le mandat d'arrêt du 26 décembre 2017, nouvellement produit en instance d'appel, qui aurait été délivré contre lui suite à son départ et suite à une plainte du parti politique « *Parti des libres* » et qui témoignerait de ce que l'ancienne milice continuerait de sévir sous une nouvelle forme, d'une part, et le procès-verbal d'arrestation de son père, encore nouvellement produit en cause, qui témoignerait de ce qu'en son absence, l'on s'acharnerait sur sa famille, d'autre part, n'est guère crédible et laisse d'emporter la conviction de la Cour. En effet, c'est à bon escient que le délégué du gouvernement a pointé lors des plaidoiries que le mandat d'arrêt et le procès-verbal ne visent pas l'un l'appelant et l'autre son père, mais visent tous les deux la même personne, à savoir celle de l'appelant, chose qui ne peut correspondre à la réalité des choses, l'intéressé ne pouvant avoir été arrêté puisqu'il se trouvait déjà à l'époque à Luxembourg. La tentative d'explication avancée que les deux, père et fils, porteraient le même nom n'est pas convaincante, alors qu'il se dégage des éléments du dossier que le premier prénom de l'appelant est « ... » et celui de son père est « ... » ou « ... » et que les deux pièces visent la personne de « ... ». A défaut d'autres éléments de preuve en ce sens, l'allégation encore avancée lors de l'audience des plaidoiries, qu'à défaut d'avoir pu appréhender le fils, la police se soit emparée du père et que tout le régime se soit en quelque sorte retourné contre

l'appelant, n'appert pas non plus plausible, le récit du vécu de l'appelant ayant donné une toute autre coloration à l'affaire.

Il s'ensuit qu'il y a lieu de conclure en dernière analyse que les actes subis par Monsieur ... ont été commis par des personnes privées et l'appelant reste en défaut de fournir la preuve d'un défaut de protection des autorités irakiennes au sens des articles 39 et 40 de la loi du 18 décembre 2015, un tel défaut de protection supposant qu'il ne pouvait valablement demander la protection de ces autorités, sinon que celles-ci ne pouvaient ou ne voulaient pas lui fournir une protection suffisante.

Le raisonnement initial de l'intéressé, d'après lequel les autorités de son pays d'origine ne pourraient pas l'aider et que le dépôt d'une plainte ne serait pas suffisant pour déterminer l'effectivité, l'accessibilité et l'adéquation de la protection qui lui serait disponible, n'a à bon droit pas été entérinée par les premiers juges.

En effet, si le dépôt d'une plainte n'est certes pas une condition légale, un demandeur de protection internationale ne saurait cependant, *in abstracto*, conclure à l'absence de protection, s'il n'a pas lui-même tenté formellement d'obtenir une telle protection. Il faut en toute hypothèse que l'intéressé ait tenté d'obtenir la protection des autorités de son pays pour autant qu'une telle tentative paraisse raisonnable en raison du contexte. Cette position extensive se justifie au regard de l'aspect protectionnel du droit international des réfugiés qui consiste à substituer une protection internationale là où celle de l'Etat fait défaut. Or, une telle demande de protection adressée aux autorités policières et judiciaires prend, en présence d'actes de violence et de menaces, communément la forme d'une plainte.

En l'espèce, Monsieur ... n'a pas porté plainte auprès de la police, mais s'est adressé suite à l'incident avec les personnes cagoulées à son supérieur hiérarchique qui lui aurait indiqué « *qu'il [ne serait] uniquement responsable du bâtiment dans lequel il travaille* » et que « *la seule chose qu'il peut faire [serait] d'adresser une protestation au service de sécurité pour obtenir des mesures de rétorsion* ». Les premiers juges ont à raison relevé sous ce rapport que l'appelant a indiqué lors de son audition, sur question s'il avait demandé une protection auprès d'une autorité dans son pays d'origine à part de s'être adressé à son supérieur hiérarchique, que « *Non. J'avais porté plainte à l'administration du gouvernorat pour qu'ils fassent leur enquête* », d'une part, et que s'il est vrai qu'il ressort d'un courrier du directeur de la section judiciaire du gouvernorat de ... du 9 septembre 2015 qu'« *aucune mesure légale n'a été prise à l'encontre des agresseurs [de l'appelant]* », il n'en reste pas moins qu'il y est également précisé qu'aucune démarche n'a pu être effectuée en raison du fait que l'identité des agresseurs est restée inconnue, de sorte qu'il ne saurait être conclu que le gouvernorat n'aurait pas eu la volonté d'engager des poursuites à l'encontre des auteurs des menaces subies par l'intéressé, d'autre part. Enfin, il a été encore pertinemment pointé que suite à l'incident du 30 août 2015, l'appelant a pu dénoncer les faits à son supérieur hiérarchique qui est tout de suite intervenu auprès des agents de sécurité pour savoir pour quelle raison ils n'auraient pas été à leurs postes, tout en leur donnant « *une punition* », de sorte que ces événements ne sauraient justifier une perte de confiance dans les institutions étatiques et le sentiment d'abandon de la part desdites autorités.

En raison des considérations ci-avant menées, l'appelant ne légitime pas non plus à suffisance son absence de recours à la protection des autorités avec les pièces nouvellement produites.

Il convient de retenir en substance que l'appelant n'invoque pas utilement une raison concrète valable de penser que ses droits les plus élémentaires seraient bafoués en cas de retour en Irak, sans que les autorités de son pays d'origine ne puissent lui fournir une protection appropriée.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que les arguments avancés par l'appelant ne sont pas suffisants pour rapporter la preuve d'un risque réel et avéré dans son chef de subir, en cas de retour en Irak, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants et les conditions prévues à l'article 48 a) et b), précité, ne sont pas remplies.

Il s'ensuit, en l'absence d'autres éléments invoqués en instance d'appel, que la décision ministérielle de refus de l'octroi d'une protection subsidiaire au sens de l'article 48 c) de la loi du 18 décembre 2015 appert également justifiée.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que c'est à bon droit que le ministre d'abord, les premiers juges par la suite, ont rejeté la demande de protection internationale de Monsieur ..., considérée sous ces deux volets, et le jugement est à confirmer sous ce rapport.

La légalité de l'ordre de quitter le territoire, conséquence automatique du refus de protection internationale, n'ayant plus été expressément remise en discussion en instance d'appel, la Cour est partant amenée à rejeter l'appel et à confirmer le jugement dont appel.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause;

reçoit l'appel en la forme;

au fond, déclare l'appel non justifié et en déboute;

partant, confirme le jugement entrepris du 1^{er} mars 2018;

condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par:

Henri CAMPILL, vice-président,
Lynn SPIELMANN, conseiller,
Martine GILLARDIN, conseiller,

et lu par le vice-président en l’audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier assumé de la Cour Vanessa SOARES.

s. SOARES

s. CAMPILL

Reproduction certifiée conforme à l’original

Luxembourg, le 14 juin 2018

Le greffier de la Cour administrative